

LA BOURGEOISIE FRANÇAISE SE RÉSIGNE AU FASCISME...

Commencée le 27 AVRIL, avec le NON au référendum du Général, une étape importante de la vie politique en France va se trouver franchie le 15 Juin avec le second tour de l'élection présidentielle.

Nos camarades pourront lire plus loin la déclaration du bureau de l'U.D.

Il ne saurait donc être question ici de donner des consignes de vote. Les syndiqués Force-Ouvrière se détermineront librement en fonction de leur appartenance ou de leurs préférences politiques.

Il n'est cependant pas interdit d'analyser la situation politique à la veille du second tour de scrutin présidentiel et il nous paraît indispensable d'évaluer les conséquences politiques de l'élection du 15 Juin.

On ne peut cependant comprendre la situation actuelle sans un retour en arrière. Ce n'est pas faire preuve de patriotisme d'organisation que de constater que le double non (non au référendum, non au corporatisme) adopté à une écrasante majorité par notre congrès confédéral a été déterminant dans le regroupement des forces de la classe ouvrière qui a finalement abouti à la victoire du 27 Avril.

Il faut d'ailleurs dire, et ce n'était pas pour nous surprendre, que nos camarades du S.N.I. se sont retrouvés sur le même terrain que le nôtre.

Sans vouloir inutilement polémiquer, il nous faut bien également constater que la C.G.T. et la C.F.D.T. se sont jusqu'au 27 avril obstinément refusé au moindre engagement quant au refus de participer aux «organismes de type corporatistes» qu'une victoire de De Gaulle aurait permis d'instituer.

Aujourd'hui, chaque travailleur, chaque syndiqué, à quelque organisation qu'il appartienne, se pose la question:

«Comment se fait-il qu'après avoir défait De Gaulle, nous risquons maintenant de nous trouver aux prises avec les menaces de dictature policière de Monsieur Pompidou?».

Notre mouvement syndical n'a aucune responsabilité dans cette situation. Sur son terrain et même au-delà, il a fait son devoir pour que la victoire des NON soit aussi la victoire de la classe ouvrière et de la démocratie.

Nous n'avons pas ici, en tant que syndicalistes, à porter un jugement sur les considérations tactiques qui ont conduit les organisations politiques de la classe ouvrière à s'opposer, pour finalement laisser le terrain électoral aux seuls candidats de la bourgeoisie.

Mais que dire d'un parti dont toute la doctrine officielle est fondée sur la vertu du bulletin de vote; conduisant à la «*démocratie avancée*» elle-même soi-disant étape vers le socialisme, et qui aujourd'hui découvre les vertus de l'abstention.

Ce sont d'ailleurs les mêmes qui le 30 Mai, ont sabordé une grève générale sans précédent pour accepter de participer à des élections décidées par De Gaulle. Ce sont les mêmes qui dénonçaient avec vigueur ceux qui, à tort ou à raison, (je n'ai pas à en juger ici) criaient élections-trahison, qui aujourd'hui préconisent l'abstention, ce qui ne peut aboutir qu'à assurer l'élection de Monsieur Pompidou.

Monsieur Pompidou, partisan de la continuité, c'est-à-dire de la poursuite et de l'aggravation de l'offensive menée depuis 11 ans par le gaullisme contre la classe ouvrière et ses conquêtes, Monsieur Pompidou, qui va se trouver confronté avec des problèmes économiques et financiers que 11 ans de gaullisme ont considérablement aggravés, Monsieur Pompidou va être obligatoirement amené à renforcer encore le caractère anti-ouvrier et autoritaire de son régime.

Une fois de plus les travailleurs vont être invités à payer la note.

Le chômage, les bas salaires, l'aggravation des conditions de travail, la fiscalité aggravée, la dévaluation et ses conséquences sur le coût de la vie et le sort des vieux, voilà ce que promet Monsieur Pompidou.

Il est clair que pour briser la résistance de la classe ouvrière et de ses organisations, Monsieur Pompidou et le parti gaulliste seront amenés à utiliser les moyens de la dictature policière et remettre en cause les libertés démocratiques.

Nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls à exprimer ces craintes, Monsieur Beuve-Méry, alias Sirius, après un ralliement spectaculaire à Pompidou, n'en écrit pas moins dans *le Monde* du 3 juin:

«Dans ces conditions, le retrait de POHER aurait au moins l'avantage de placer les Français en présence d'une situation nette, même si elle les contraignait à un choix pour beaucoup détestable. En tout état de cause, M. POMPIDOU a sur son adversaire l'avantage d'être mieux connu et de s'être rodé à l'exercice du pouvoir. Rendons-lui cette justice que s'il a été pendant 25 ans l'homme-lige de l'ex-président, que s'il a jugé nécessaire pour les besoins de la cause d'affirmer sa permanente solidarité avec le chef qui l'avait choisi, il lui est tout de même arrivé de s'opposer. C'est à lui plus qu'à tout autre qu'Edmond Jouhaud doit de ne pas avoir été fusillé, et son attitude au cours des événements de l'an dernier n'a pas peu contribué à sa disgrâce.

Cet ancien étudiant socialiste passé à la grande banque, ce dilettante qui préfère tout à coup aux menus plaisirs de la vie parisienne et au charme de l'île Saint-Louis les moutons de Cajarc et - le mot est de lui - la «prison» de l'Elysée, ce lettré sceptique qui paraît à beaucoup également apte, suivant les circonstances à revêtir la peau d'un radical socialiste ou d'un dictateur, peut-il être vraiment, comme il le proclame, l'homme de l'ouverture vers le centre, du dialogue avec la gauche, le président, en un mot, de tous les Français? Ne va-t-il pas, plus encore que son ancien maître, cristalliser toutes les oppositions et surtout moins dominer que lui - outre les ultras de son propre parti - ces forces obscures que celui-ci, depuis Londres, n'avait cessé d'entretenir et de développer? «Je suis de tempérament très libéral» affirmait-il dans le sketch radiophonique soigneusement monté avec M. Jacques Duhamel. «S'il y a des polices parallèles, je vous garantis que je les supprimerai». Acceptons-en l'augure, mais ce «si» a de quoi surprendre. Où donc aurait-on pu mieux être informé qu'à l'hôtel Matignon? Pour ne parler que d'elle... une certaine affaire Ben Barka.

Il est donc impossible d'exclure que la dégradation des libertés traditionnelles et l'accaparement de l'Etat par un parti, la lente dérive depuis un demi-siècle vers un mode français de fascisme ou de socialisme totalitaire, n'aillent en s'aggravant. Peut-être est-ce le sort commun qui attend un peu partout des démocraties parlementaires de plus en plus déchirées et puissantes, de plus en plus incapables d'assurer à la fois la production accrue des richesses et leur équitable répartition. En France, la troisième voie paraît aujourd'hui barrée, mais il n'est pas encore certain qu'on ne puisse éviter Charybde que pour mieux tomber dans Scylla. Pour éviter que ne se poursuive et ne s'aggrave un gaullisme sans De Gaulle - qui sait, d'ailleurs, si celui-ci a vraiment dit son dernier mot - pour que s'élabore enfin chez nous ce «socialisme à visage humain» qui est l'aspiration commune des peuples, il y a sans doute mieux à faire que de maintenir à tout prix une candidature qui vient - qu'on le déplore ou non - d'être désavouée».

Fort heureusement, personne ne peut affirmer que «la lente dérive depuis un demi-siècle vers un mode français du fascisme» soit inéluctable.

Il n'est pas interdit d'espérer que les «craintes» exprimées par Mr Beuve-Méry seront vaines. Après tout, en dépit des «forces obscures» et des «ultras de son parti» qui aujourd'hui le portent à la présidence, M. Pompidou n'est pas forcément promis au destin de Pierre Laval ou Mussolini, comme lui «anciens étudiants socialistes».

Cela ne dépend ailleurs pas de lui mais du développement de la lutte des classes.

De toute façon, avec plus ou moins de difficultés, l'avenir de la classe ouvrière est dans le renforcement et la reconstruction de ses organisations syndicales et politiques.

Mais le terrain électoral n'est pas le seul et rien n'est perdu aussi longtemps que la classe ouvrière conservera ses organisations syndicales indépendantes de l'Etat et de tout gouvernement, il y aura de nouvelles victoires (y compris, pourquoi pas, de nouveaux 27 Avril).

Monsieur Beuve-Méry, la bourgeoisie dite libérale, peuvent se résigner à la dictature... la classe ouvrière NON.

Alexandre HÉBERT.
